

[PRATIQUE]

Déontologie et internet : la position de l'Ordre



L'ORDRE DES MÉDECINS ACTUALISE LES RAPPORTS SUR LA DÉONTOLOGIE SUR INTERNET QUI AVAIENT ÉTÉ RÉDIGÉS EN 2000 ET 2001. LORS DE LA SESSION DU 7 FÉVRIER DERNIER, UN CONTRAT TYPI CONTENANT LES CLAUSES ESSENTIELLES, QUI DEVRONT RÉGIR LES RELATIONS ENTRE LES

RESPONSABLES DES SITES ET LES MÉDECINS QUI Y PARTICIPENT, A ÉTÉ ADOPTÉ. _

La version actualisée de ces rapports, en cours de préparation, contiendra plusieurs recommandations pratiques destinées aux médecins intervenant sur des sites de santé grand public, qu'il s'agisse de fournir des informations de santé, d'apporter des

réponses aux demandes formulées par les Internaute ou de modérer un forum ouvert au public... Sont aussi concernés les praticiens qui souhaitent créer leur site professionnel et présenter leur activité, ainsi que les établissements de santé.

Rappel sur les sites de santé et la certification

La Haute Autorité de santé (HAS) est chargée d'établir une procédure de certification des sites Internet dédiés à la santé. Pour mener à bien cette mission, elle a choisi de faire certifier les sites français par la fondation [Health On the Net \(HON\)](#). Mais cette démarche n'est pas obligatoire ; elle se fait uniquement sur la base du volontariat des responsables du site. En outre, quand elle existe, cette certification ne saurait faire office de label déontologique sur les pratiques médicales. L'Ordre des médecins donnera donc des lignes directrices sur l'application du code de déontologie médicale. Celui-ci s'applique en effet, à tous les vecteurs d'information, Internet y compris (article 13).

La nature des informations délivrées

Dans la présentation des informations sur un site grand public, le médecin doit distinguer très clairement la vulgarisation des données acquises de la science médicale et la présentation des voies de recherche. Pour celles-ci, il doit indiquer ses sources et renvoyer vers un site qui explicite les travaux en question, tout en soulignant leur caractère éventuellement prometteur mais

insuffisamment éprouvé. L'objectif est de ne pas susciter de faux espoirs chez les patients...

Les informations données à un internaute

Le médecin appelé à répondre aux questions posées par un Internaute sur la Toile ne connaît ni ne voit son interlocuteur. Il s'agit d'un échange de correspondances et non d'un véritable dialogue médical. Lorsque la question porte sur des pathologies bien répertoriées, l'Ordre recommande une réponse générale. Quant aux réponses personnalisées, elles ne doivent pas pouvoir être interprétées par le correspondant comme une consultation médicale. Au médecin de faire preuve de prudence dans ses réponses, en ayant conscience de l'anonymat de son correspondant et de sa fragilité psychologique éventuelle. En aucun cas, les interventions du médecin ne peuvent, directement ou indirectement, constituer un diagnostic ou comporter une prescription. Le praticien doit conseiller à l'Internaute de consulter un médecin chaque fois qu'il l'estimera utile, mais il ne peut pas donner de coordonnées nominatives.

Le contrat type

Il est essentiel que les relations entre le médecin et le site Web soient définies par un cadre précis. Aussi le Conseil national a-t-il établi un contrat type, contenant quatorze articles, dont les clauses essentielles pourraient être reprises dans un contrat adapté à chaque collaboration. Celui-ci devra être visé par le conseil départemental auquel le médecin est rattaché. Il précise que le médecin doit exercer son activité en toute indépendance et ne doit pas être soumis à des instructions médicales de la part de la société. De plus, celle-ci lui indiquera par écrit quelles sont les sources de financement du site. Le Conseil national indique également dans ce contrat type que les réponses du médecin ne doivent pas être précédées ou suivies d'un message publicitaire, ni comporter de liens hypertexte de cette nature.

Dr Jean-Jacques Kennel, conseiller national
et Dr Jacques Lucas, vice-président chargé de la télématique de santé

Pour en savoir plus :

L'ensemble des recommandations générales sera disponible dans les prochaines semaines.

Le [contrat type](#)

Télécharger le document au format pdf



bo200803pratique14

[\(PDF, 115.9 ko\)](#)
